

Désindustrialisation de la France



Publié le 13 octobre 2016

Un emploi industriel génère 3 à 12 emplois dans les services, l'inverse non. La France est devenue depuis plus de 30 ans le théâtre d'une désindustrialisation orchestrée dans des domaines aussi variés que la recherche médicale, les télécommunications, l'atome, l'aéronautique, la sidérurgie, les transports, l'agriculture, l'énergie, la culture. Nous reprenons l'analyse de Jean-Pierre Escaffre portée par une réflexion collective du Groupe Babeuf.

Politique industrielle : un système qui se délite

On assiste depuis plus de vingt ans à un inexorable processus de désindustrialisation de la France qui se traduit par une perte de souveraineté dans des secteurs clés de

l'économie nationale et amplifie de façon dramatique le chômage de masse. Il est important de comprendre les mécanismes invariants qui interviennent dans cette dérive et de voir qu'il s'agit là d'une conséquence directe de la mise en œuvre institutionnelle et économique de la logique néo-libérale telle qu'elle a été formalisée par le projet de Traité constitutionnel européen (TCE), devenu par la suite le Traité de Lisbonne.
En politique, il faut distinguer deux plans : celui des règles du jeu définies par les institutions, les lois, et celui du jeu proprement dit, soit la façon dont les peuples et leurs gouvernants se comportent dans le cadre de ces règles. En effet, une fois définies, les règles du jeu politique ne laissent souvent aux dirigeants qu'une marge de manœuvre réduite qui a peu de chances d'influer sur le cours des événements. Or, ces fameuses règles qui régissent les grands leviers de l'économie en Europe depuis plus de trente ans sont maintenant bien connues. Il s'agit: du libre-échange généralisé, d'une monnaie forte, de la financiarisation dérégulée de l'économie.
Ces principes ont été constitutionnalisés il y a onze ans dans le fameux TCE. Parmi les nombreuses conséquences sociales et économiques particulièrement délétères de ces principes, il y en a une que la plupart des médias passent sous silence ou qu'ils évoquent hypocritement en accusant le « coût salarial trop élevé » ou le poids insupportable des « charges sociales » : il s'agit du processus progressif et inexorable de destruction de l'activité industrielle dans notre pays.
On peut souligner que ce déclin s'est traduit par la perte sèche, en France, de plus d'un million d'emplois dans le secteur industriel depuis dix ans ou une perte de 2,2 millions d'emplois durant ces 40 dernières années. La part de ce secteur dans le PIB est en chute constante : 22% en 1970, 18,4% en 1999, 13,6% en 2008 et 11% en 2011. Représentant 9,3% du PIB, la part dans la valeur ajoutée du secteur manufacturier en France est désormais parmi les plus faibles d'Europe. La part de marché de la France au sein de la zone euro entre 2000 et 2010 n'a cessé de diminuer, l'écart avec l'Allemagne serait de 250 milliards d'euros. La France depuis plusieurs années est passée d'un pays à haute technologie à un pays à moyenne et basse technologie.
Mais il n'est pas inutile de regarder - en passant en revue quelques secteurs essentiels de l'économie – comment, et au bénéfice de qui, a été organisé ce naufrage national.

Un cas exemplaire : la Compagnie Générale d'Électricité (CGE)

La Compagnie Générale d'Électricité (CGE) est née en 1898. Très liée au pouvoir politique et s'appuyant essentiellement sur des marchés publics, elle va s'accroitre par fusions et acquisitions successives suivant cinq spécialités : le transport ferroviaire, l'électricité, les télécommunications, le matériel de défense et l'électronique. Á partir des années 1980, on assiste à un scénario type de cette période qui est une gestion capitaliste par le duo droite-gauche: nationalisation quand ça va mal et privatisation quand l'entreprise est à flot, le tout agrémenté de scandales divers. Ainsi en 1982 (Mauroy) la CGE est nationalisée, en 1987 (Balladur) elle est privatisée, et à la suite

d'un véritable jeu de piste labyrinthique de nouvelles fusions-acquisitions, elle donne naissance en 1998 à trois grandes sociétés différentes : Alcatel, Alstom et Cegelec.
La suite n'est qu'un lent naufrage. Ces trois sociétés vont représenter dix ans plus tard trois énormes échecs industriels que l'on peut caractériser avec quelques invariants présents dans de nombreux secteurs :
- Une gestion hasardeuse et désastreuse — avec la complicité d'un corps d'État peu soucieux de l'intérêt de la Nation — entraînant, sous la pression de la concurrence, des vagues de licenciements.
- Une corruption généralisée doublée d'enrichissements personnels indécents.
- Et surtout la perte de pouvoir et de souveraineté de l'État français sur des secteurs clés de l'économie avec la pénétration de capitaux et entreprises anglo-saxonnes dont la plus emblématique dans le cas évoqué est certainement la société américaine General Electric (GE).
Ce dernier point est méconnu et mérite d'être illustré. D'abord en revenant sur trois sites emblématiques : à Belfort, GE a acheté des savoirs à Alstom dans les turbines électriques, à Buc, GE a acheté la Compagnie générale de radiologie qui va devenir GE Healthcare — la France perdant ainsi son industrie en imagerie médicale — et GE s'est aussi installé au Creusot (GE oil and gas). On notera ensuite qu'Alstom, dans sa débâcle, a vendu en 2006 un des fleurons industriels de notre pays, la société Converteam devenant en 2011 la propriété de GE qui a acquis ainsi les savoirs français dans la conversion électrique, y compris celles concernant les nouvelles énergies. On rappellera enfin — évidemment sans aucune arrière-pensée polémique — que GE France est gérée par Mme Clara Gaymard, épouse de l'ancien ministre UMP…

La Compagnie Générale des Eaux

L'histoire de la Compagnie générale des Eaux, créée sous Napoléon III, ressemble à celle de la CGE. En 1996 elle est devenue la société Vivendi dont le PDG J.M. Messier se faisait appeler J6M (Jean Marie Messier, Moi-même, Maître du Monde). Cela n'empêche pas Vivendi, embourbé dans l'achat des studios Universal, de déclarer en 2002 des pertes records. J.M. Messier doit démissionner en réclamant au passage la bagatelle de 20 millions de dollars d'indemnités… Vivendi va alors, suivant la technique de l'enfumage par le changement de nom, se scinder en deux : Vivendi (médias, jeux) qui est endetté à hauteur de 14 milliards d'euros et Veolia (eau, transport, énergie). Mais Veolia, à son tour, va sombrer. Son PDG , Henri Proglio — futur invité de Sarkozy au Fouquet's — va bénéficier de la part de l'État d'un régime fiscal de faveur. Mais ça ne suffit pas !! L'État va donc « coller » Véolia à EDF dans une société commune et fin 2012, EDF est endetté de 40 milliards d'euros. EDF a donc servi de « vache à lait » pour Véolia avec les conséquences que l'on connaît : les effectifs d'EDF ont diminué de plus de 30 000 postes et le prix de l'électricité pour le consommateur n'a cessé d'augmenter.

France-télécom

Le dossier France-Telecom pourrait prêter à sourire tant il illustre jusqu'à la caricature les pratiques du capitalisme financiarisé. Créée par la puissance publique et issue de la recherche publique, la société de haute technologie France Telecom (FT) naît en 1988. Elle est privatisée par la droite en 1996 sous Alain Juppé et après six années d'une gestion ultra-compétitive par Michel Bon — et l'acquisition d'Orange — FT est en dépôt de bilan et devient la deuxième entreprise la plus endettée au monde avec une dette de 70 milliards d'euros ! Alors, on appelle un autre prodige de la gouvernance, Thierry Breton, qui doit « dégager » 15 milliards d'euros d'économie en interne. En 2004, l'État passe en dessous de la barre des 50% du capital et, 115 ans après sa nationalisation, le téléphone redevient complètement privé en France. En 2005, arrive à la tête de FT-Orange, Didier Lombard. Celui-ci commence par s'octroyer un salaire de 1,7 million d'euros, impose une gestion « à l'américaine » en donnant l'ordre de pratiquer un management violent avec un objectif simple : licencier plus de 20 000 employés. Bilan des courses : entre 2008 et 2009 plus de trente suicides ont lieu à FT et Didier Lombard a reçu — pour ses bons et loyaux services — la Légion d'Honneur remise par …Thierry Breton. Fin 2011 la dette de FT s'élevait à 33 milliards d'euros, près de 80% des résultats étaient distribués aux actionnaires et le nombre de salariés était passé de 240 000 en 1993 à 170 000.

La sidérurgie

Encore une fois, dans la sidérurgie, le même scénario se répète. Après la deuxième guerre mondiale, c'est la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) qui organise la concurrence. Renforcée par le choc pétrolier de 1973, elle va provoquer un effondrement de la sidérurgie que cela soit sur le mode privé (famille Wendel) ou public (nationalisation en 1981). Les chiffres ici sont impressionnants même s'ils traduisent difficilement l'étendue des dégâts sociaux notamment dans une région comme la Lorraine : entre 1975 et 1987, plus de 80 000 emplois sont détruits et plus de 100 milliards de Francs sont engloutis. Une fois « le ménage » effectué, on assiste comme par hasard à une dernière privatisation (Usinor-Sacilor en 1995) et à la pénétration du capital par les fonds de pension américains à hauteur de 40%. En 2006 l'indien Mittal lance une OPA contre Arcelor, appuyée par la banque Goldman Sachs et l'Union européenne (UE). Depuis 2009, Mittal a commencé à fermer les hauts fourneaux de Gandrange, Florange, ainsi qu'en Belgique, au Luxembourg etc… Rassurez-vous quand même : le groupe de Wendel s'appelle Wendel Investissement ; c'est une société financière investissant dans des entreprises à des fins de spéculation et dont le chiffre d'affaire annuel est de 5 milliards d'euros ; la famille de Wendel détient 35% de la société et nourrit 950 membres de « sa tribu ». Mais à la

différence de l’Allemagne, la France n’a plus de sidérurgie.

Nous pourrions continuer sur la lancée en évoquant les chantiers navals de Saint Nazaire, le bradage de l’aluminium avec Péchiney, le scandale du rattachement de GDF à Suez, celui de la société Vinci et la chute lamentable de Thomson. Mais une constatation s’impose maintenant à tout citoyen soucieux de la souveraineté de sa Nation : depuis trente ans une oligarchie financière, renforcée par l’Union européenne, a méthodiquement dépossédé notre pays de la majeure partie de son industrie. Le récent « sauvetage » du site d'Alstom à Belfort n'est qu'un pis-aller mis en place en urgence pour éviter une trop forte contestation des ouvriers qu'il faut « rassurer » à six mois des élections présidentielles. C’est une politique à court terme qui ne garantit pas la pérennité du site de Belfort.